

DEBATS

# « L'extrême gauche menace l'unité nationale »

🕒 4 min • François Fillon



**La crise politique ouverte par la dissolution de l'Assemblée nationale constitue l'épilogue de l'élection présidentielle de 2017, estime l'ancien**

## **premier ministre, pour qui l'hypercentre d'Emmanuel Macron a produit une montée aux extrêmes.**

La crise politique ouverte par le résultat des élections européennes et la dissolution de l'Assemblée nationale constitue l'épilogue de l'élection présidentielle de 2017. L'élection d'Emmanuel Macron, dans un contexte faussé par la mise en œuvre d'une procédure judiciaire sans précédent, a privé la France du débat démocratique équitable qu'elle méritait. Élu, le président a cru pouvoir dynamiter les vieux clivages qui garantissaient l'essentiel du fait démocratique : l'alternance. « Ni droite ni gauche » : le slogan est apparu sympathique à de nombreux Français lassés par des débats souvent stériles qui dissimulaient mal l'impuissance des gouvernants. En créant un hypercentre dont beaucoup de dirigeants avant lui avaient rêvé, Emmanuel Macron a rejeté les oppositions dans l'impasse des extrêmes. Cette stratégie lui a permis d'être réélu en 2022 mais l'a déjà privé d'une majorité à l'Assemblée nationale.

Sans alternative à droite comme à gauche, les Français opposés à la politique du président se sont progressivement réfugiés aux extrémités du spectre politique. Les anathèmes souvent anachroniques jetés à la face du Rassemblement national comme les comportements violents et parfois antisémites de La France insoumise n'y ont rien fait : ces deux partis sont désormais les principales forces politiques en France.

Cette situation est dangereuse, car elle porte en elle les germes d'une crise de régime doublée d'une crise économique et financière et d'une crise sociale. D'autant plus qu'elle survient dans un contexte international explosif avec les guerres en Ukraine, à Gaza, au Yémen et au Soudan et la confrontation chaque jour plus dangereuse entre la Chine et les États-Unis. Peut-on encore éviter cette quasi-guerre civile qui risque à tout moment de déboucher sur une violence dont la France est hélas coutumière ?

Il faudra beaucoup d'efforts au chef de l'État pour éteindre le feu électoral qu'il a sciemment allumé. Pour commencer, puis-je lui conseiller d'avoir l'humilité de

se poser une question : à qui la faute ?

Pas aux Français furieux de voir l'État impuissant face à la montée de l'insécurité et d'une immigration incontrôlée qui déstabilise les mœurs françaises et les valeurs de la République. Pas aux électeurs des territoires désindustrialisés et des campagnes oubliées. Pas aux usagers des services publics, hôpitaux et écoles au bord de la rupture. Et enfin pas aux classes moyennes dont les espoirs d'ascension sont asphyxiés.

Dans mon département de la Sarthe, je vois la précarisation rampante d'une commune autrefois paisible et prospère. Je rencontre mes concitoyens de droite comme de gauche, parfois des amis proches, qui sont prêts à donner une chance au parti de Mme Le Pen. Tous ces Français ne sont ni des « fascistes » ni ces « idiots » que certaines élites responsables de leur souffrance clouent au pilori.

J'ai toujours combattu l'extrême droite comme l'extrême gauche, mais je n'ai jamais méprisé leurs électeurs. Il faut les entendre et agir d'une main ferme sur les racines de leur colère. Il faut leur proposer une vision de la France insufflant une volonté et la fierté d'avancer ensemble afin de restaurer l'ordre, la justice et la puissance du pays. Ce projet, je l'ai proposé en 2017. Il était radical, on me l'a suffisamment reproché. Mais ma conviction était et reste que seule une transformation nationale est en mesure d'éviter une conflagration nationale. J'ai échoué, mais j'ai la faiblesse de penser que ce projet aurait pu changer la situation et nous éviter les drames qui se profilent.

Aujourd'hui, je ne donne pas de leçons de vote à mes compatriotes. Le temps des prescripteurs d'opinion est révolu. Mais, pour autant, je les invite à ne pas perdre de vue l'intérêt national.

Le nouveau programme commun de la gauche fait apparaître celui de 1981 comme une blquette sociale-démocrate. Le comportement de La France insoumise depuis son irruption à l'Assemblée nationale en 2022 est

incompatible avec notre pacte républicain. L'accord passé par le Parti socialiste, dans un effort désespéré pour sauver quelques circonscriptions, est une faute grave qu'il tente de dissimuler derrière la menace grotesque de l'arrivée des « fascistes » au pouvoir.

Mais le programme du Rassemblement national n'est pas en mesure de répondre aux défis français. Sur l'insécurité, beaucoup doit être encore fait pour que la peur change de camp. Mais sur l'immigration, les postures martiales ne suffiront pas. Une révision constitutionnelle, que j'avais proposée, est nécessaire pour lever les obstacles de droit interne et de droit européen qui paralysent la lutte contre l'immigration illégale. Mais voilà, pas de référendum possible sans le feu vert du président de la République. Concernant le pouvoir d'achat et notre modèle de solidarité, ils ne seront pas sauvés par ceux qui sont prêts à s'élancer droit dans le mur de la dette. La course folle à la dépense publique continue, mais les réalités économiques sont plus fortes que les promesses électorales. Plus la France sera endettée, plus la hausse des taux d'intérêt étranglera les Français en imposant ses hausses d'impôts et sa rigueur sociale aux plus modestes.

Combien de temps encore faudra-t-il pour accepter la vérité sur les conditions de la prospérité ? Combien de réformes repoussées aux calendes grecques pour enfin mesurer les dégâts de l'immobilisme ? Combien de déficits et de ressources engloutis dans le remboursement de notre dette faudra-t-il pour comprendre qu'un pays qui sacrifie sa productivité, qui dépense plus qu'il ne gagne, est un pays économiquement vulnérable et socialement suicidaire ?

« Le triomphe des démagogues est passager, mais les ruines sont éternelles. »  
Pussions-nous, avant de voter, méditer une bonne fois pour toutes l'avertissement de Charles Péguy.

Fidèle à une certaine idée de la France et en mémoire des combats livrés avec Philippe Séguin, je persiste à penser que l'extrême droite, malgré sa mue, n'est pas en mesure de redresser notre pays. Mais, pire qu'elle encore, l'extrême

gauche qui menace l'unité nationale doit être implacablement sanctionnée par les urnes. Je reste convaincu que notre pays a besoin d'une droite républicaine, forte et libre. Faisant entendre sa différence et bataillant pour l'unité nationale. J'en conviens, cette droite-là, la mienne, est en salle d'urgence. Je soutiens le combat difficile que vont conduire ses candidats dans le champ de ruine démocratique laissé par la majorité sortante. Mais 2024 ne doit être qu'un épisode tragique d'une longue histoire écrite par des hommes et des femmes admirables qui avaient profondément ancré en eux l'intérêt national. La seule façon de leur être fidèle sera de refonder totalement du sous-sol au plafond la droite française, libérale, nationale et humaniste pour rendre l'espoir à une nation condamnée aujourd'hui à de mauvais choix, sans perspective et sans avenir.



## Ailleurs sur Cafeyn

Challenge<sup>s</sup>

### RN, Macron, Nouveau front populaire... : la grande décomposition démocratique

Il y a 3 jours  3 min



#### Dissolution de l'Assemblée : «Jeu dangereux», «clarification», «victoire»... Les réactions à l'annonce de Macron



9 juin 2024 - Durée : 2 min



**LE FIGARO**

## Olivier Marleix : « Emmanuel Macron ne sait pas où il va, nous si ! »

Le chef de la droite à l'Assemblée voit la menace de motion de censure...

21 juin 2023 - Durée : 3 min



